

LES FONCTIONNAIRES DANS LA RUE...

« Venez dire non à Macron »

Jeudi, près de 500 personnes ont battu le pavé ébroïcien, unanimes à dénoncer les dégâts provoqués par les réformes du gouvernement Macron...

En tête de la manif', la CGT donne le ton, décibels poussés à fond : « Contre la transformation du service public, il va falloir faire du bruit. Venez dire non à Macron. »

Dans son sillage, s'engouffrent 500 fonctionnaires, agents publics sous contrat et retraités, tous mobilisés contre la casse du service public.

Car jeudi, dans les rues d'Evreux, les manifestants ont ratissé au sens large, même si le rouge des syndicats l'emportait, nettement, sur le jaune des Gilets !

« Une situation cauchemardesque »

L'après-midi a débuté sous forme de pétition, et s'est achevée par les prises de parole officielles sur les marches de la Préfecture.

« C'est la 2^e pétition que nous initiions, la précédente portant sur la situation dans les Ehpad. Elle avait d'ailleurs recueilli 2 500 signatures » se félicite l'un des leaders de la Confédération Générale du Travail.

Car aujourd'hui, les professionnels de santé se retrouvent en première ligne pour stigmatiser le silence du président Macron sur les déserts médicaux, et l'absence de moyens dédiés aux hôpitaux. Avec, en filigrane, la fermeture de lits et de secteurs entiers.

En milieu psychiatrique, le constat n'est guère plus idyllique, bien au contraire.

« A Navarre, par exemple, il est hors de question d'ouvrir un service pédopsychiatrique, faute d'effectifs en nombre suffisant » appuie Eric Marre (CGT) qui, dans nos colonnes, n'hésitait pas à évoquer une « si-



Au premier rang du cortège, les revendications étaient multiples.

tuation cauchemardesque. »

« Égalité et fraternité »

Si tous les drapeaux de l'intersyndicale flottaient au vent, celui de Force Ouvrière respirait, franchement, le désappointement. voire la colère furieuse.

« Le service public n'est pas une dépense. C'est l'investissement de la Nation pour l'égalité et la fraternité » développe le secrétaire départemental David Lecomte, vent debout contre le détricotage de la fonction publique : fermetures d'écoles, de maternités, de bureaux de postes, de centres des impôts, etc.

Revaloriser le point d'indice

Au passage, le porte-parole de FO plaide pour la défense du statut et du code des pensions afin de garantir la retraite des fonctionnaires, voire d'éviter le recours au recrutement des contractuels.

S'il estime que les privatisations éloignent l'usager du service public, David Lecomte, suggère, également, que la revalorisation du point d'indice - gelé depuis plusieurs années - doit désormais constituer une priorité.

Jeudi, ils n'étaient pas loin de 500 à porter les mêmes revendications...



A.G. Tous unis pour la défense du service public !